



Formulaire de réponse sur consultation

Paquet « stabilisation et développement des relations Suisse-UE »

Le présent avis est transmis par :

- ☐ Canton
- ☐ Parti politique représenté à l'Assemblée fédérale
- ☐ Association faîtière des communes, des villes et des régions de montagne
- ☐ Association faîtière de l'économie suisse
- ☐ Tribunaux fédéraux
- ☒ Autre organisation intéressée
- ☐ Organisation ou particulier qui n'a pas reçu d'invitation par la voie officielle

Expéditeur ou expéditrice :

Association suisse des AOP-IGP
Belpstrasse 26
3007 Berne.

Date :

24.10.2025

Personne de contact en cas de questions (nom/tél./e-mail) :

Alain Farine
076 355 98 53
alain.farine@aop-igp.ch

Veuillez envoyer votre avis par courrier électronique, d'ici au 31 octobre 2025, à l'adresse vernehmlassung.paket-ch-eu@eda.admin.ch. Afin d'en faciliter la prise en compte, nous vous saurions gré de bien vouloir nous remettre **votre avis en format Word par courrier électronique**. Nous vous remercions de votre attention.

1. De manière générale : êtes-vous favorable à la stabilisation et au développement des relations bilatérales avec l'Union européenne (UE) ?

Oui. L'Association suisse des AOP-IGP salue la consolidation et le développement des relations entre la Suisse et l'Union européenne. Le développement des relations économiques, la coopération scientifique et la gestion commune des défis actuels favorisent la sécurité et la prospérité de la Suisse.

Concernant l'agriculture, le secteur agroalimentaire et les AOP-IGP en particulier, les dispositions des accords existants sont devenues indispensables, notamment concernant la reconnaissance mutuelle des AOP et IGP, l'accès sans entrave au marché pour les fromages suisses, l'approvisionnement en moyens de production.

Les nouvelles règles institutionnelles permettent à la Suisse d'accéder aux informations de l'UE et aux processus de participation internes à l'UE sans en être membre. Le mécanisme de règlement améliore la position de la Suisse en cas de litige, car la Suisse ne peut pas, aujourd'hui, aller devant un tribunal paritaire pour se défendre contre des mesures arbitraires de l'UE.

Dans un contexte international agité, des relations stables et prévisibles avec l'UE, en particulier avec les pays voisins, sont une nécessité stratégique pour notre pays. Etant donné que les accords négociés visent à garantir un accès sans entrave au marché le plus important, en dehors de la Suisse-même, pour les produits agricoles et les denrées agroalimentaires, l'Association suisse des AOP-IGP soutient la conclusion des accords bilatéraux III avec l'UE.

2. Négociations : comment évaluez-vous les accords, protocoles et déclarations conjointes que la Suisse a négociés avec l'Union européenne (UE) ?

Remarque : Nous ne relevons ci-dessous que les domaines qui touchent directement les AOP-IGP.

- Reprise dynamique du droit en matière de sécurité alimentaire :

Le nouveau protocole de sécurité alimentaire implique une reprise dynamique du droit européen dans la législation suisse, ce qui n'est pas le cas pour l'accord agricole. Cela inclut certes des règles contraignantes en matière de règlement des différends, mais par ce biais, la Suisse et l'UE appliquent les mêmes règles dans le domaine alimentaire et vétérinaire. Une des conditions pour un bon fonctionnement des échanges est que les nouvelles prescriptions de l'UE soient reprises rapidement en Suisse, car cela permet de réduire les obstacles non tarifaires (doubles contrôles, certificats supplémentaires, délais d'attente à la frontière).

Les domaines particulièrement sensibles que représentent les organismes génétiquement modifiés (OGM), la protection des animaux et la déclaration obligatoire du pays de production en Suisse divergent considérablement de ceux de l'UE. Il est donc important de veiller à ce que les exceptions prévues soient bien respectées dans ces domaines-là. En outre, dans le cas d'application d'ordonnances d'urgence, par exemple pour des mesures sanitaires, nous relevons le risque qui pourrait être encouru par les fromages AOP transformés avec du lait cru en cas de limitation voire d'interdiction de vente (pour rappel, ces derniers représentent le plus grand volume d'exportation de l'ensemble des produits agricoles suisses). Pour le reste, nous estimons que la reprise de la législation alimentaire de l'UE en Suisse n'entraînera pas de changements significatifs sur le fond.

- Actualisation régulière des annexes (en particulier AOP/IGP) :

Il est important que les listes communes contenant les exigences détaillées ainsi que les appellations d'origine protégées soient mises à jour régulièrement et reconnues par les deux parties. Cela renforce la sécurité juridique et la sécurité des appellations, en particulier pour les fromages AOP suisses qui sont exportés sur le marché de l'UE.

3. Comment évaluez-vous la mise en œuvre du paquet au niveau national ?

3.1. Remarques générales

Nous ne prenons position que sur les domaines qui concernent directement les AOP-IGP.

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
3.2. Partie sur la stabilisation			
3.2.1. Aides d'État			
Nouvelle loi			
3.2.1.1. Loi fédérale sur la surveillance des aides d'État (LSAE)		Autorisation générale des instruments de l'aide à la promotion des ventes (OPVA) en Suisse et dans l'espace européen	Ces instruments garantissent le cofinancement des mesures de promotion et de marketing générique spécifiques aux produits agricoles et alimentaires transformés, en particulier les AOP-IGP (publicité, promotion des ventes aux points de vente, participation à des salons/foires, mesures de relations publiques, contrôle de l'efficacité) en Suisse et dans l'Union européenne.

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
Modifications législatives			
3.2.1.2. Loi sur le Tribunal fédéral (LTF, RS 173.110)			Pas de commentaire
3.2.1.3. Loi sur le Tribunal administratif fédéral (LTF, RS 173.32)			Pas de commentaire
3.2.1.4. Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence (LCart, RS 251)			Pas de commentaire
3.2.1.5. Loi fédérale sur l'aviation (LA, RS 748.0)			Pas de commentaire
3.2.1.6. Loi fédérale concernant la surveillance des prix (LSPr, RS 942.20)			Pas de commentaire
3.2.2. Libre circulation des personnes : immigration			
Nouvelle loi			
3.2.2.1. Loi fédérale sur la coopération administrative dans le domaine de la reconnaissance des qualifications professionnelles (LCQP)			Pas de commentaire
Modifications législatives			
3.2.2.2. Loi fédérale sur les étrangers et l'intégration (LEI, RS 142.20)			Pas de commentaire

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
3.2.2.3. Loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services (LSE, RS 823.11)			Pas de commentaire
3.2.2.4. Loi fédérale sur les écoles polytechniques fédérales (loi sur les EPF, RS 414.110)			Pas de commentaire
3.2.2.5. Loi fédérale sur l'encouragement des hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles (LEHE, RS 414.20)			Pas de commentaire
3.2.2.6. Loi fédérale sur le libre passage dans la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LFLP, RS 831.40)			Pas de commentaire
3.2.2.7. Loi sur le libre passage (LFLP, RS 831.42)			Pas de commentaire
3.2.2.8. Code civil suisse (CC, RS 210)			Pas de commentaire
3.2.2.9. Loi fédérale portant sur l'obligation des prestataires de services de déclarer leurs qualifications professionnelles dans le cadre des professions réglementées sur la vérification de ces qualifications (LPPS, RS 935.01)			Pas de commentaire
3.2.2.10. Loi sur les professions médicales (LPMed, RS 811.11)			Pas de commentaire
3.2.2.11. Loi sur les professions de la santé (LPSan, RS 811.21)			Pas de commentaire

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
3.2.2.12. Loi sur les professions relevant du domaine de la psychologie (LPsy, RS 935.81)			Pas de commentaire
3.2.3. Libre circulation des personnes : protection des salaires			
Modifications législatives			
3.2.3.1. Loi fédérale sur les mesures d'accompagnement applicables aux travailleurs détachés et aux contrôles des salaires minimaux prévus par les contrats-types de travail (LDét, RS 823.20)			Pas de commentaire
3.2.3.2. Loi fédérale sur les marchés publics (LMP, RS 172.056.1) (<i>voir aussi 3.2.5. Contribution financière de la Suisse</i>)			Pas de commentaire
3.2.3.3. Droit des obligations (CO, RS 220)			Pas de commentaire
3.2.3.4. Loi fédérale permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail (AVEG, RS 221.215.311)			Pas de commentaire
3.2.3.5. Loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP, RS 281.1)			Pas de commentaire

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
3.2.4. Transports terrestres			
Modifications législatives			
3.2.4.1. Loi fédérale sur les chemins de fer (LCdF, RS 742.101)			Pas de commentaire
3.2.4.2. Loi sur le transport de voyageurs (LTV, RS 745.1)			Pas de commentaire
3.2.5. Contribution financière de la Suisse			
Nouvelle loi			
3.2.5.1. Loi fédérale sur les contributions de la Suisse au renforcement de la cohésion en Europe (LCCo)			Pas de commentaire
Modifications législatives			
3.2.5.2. Loi fédérale sur les marchés publics (LMP, RS 172.056.1) (<i>voir aussi 3.2.3 Libre circulation des personnes : protection des salaires</i>)			Pas de commentaire
3.2.5.3. Loi fédérale sur des mesures de promotion civile de la paix et de renforcement des droits de l'homme (RS 193.9)			Pas de commentaire

Lois fédérales	Article concerné	Proposition de modification éventuelle	Remarques
3.3. Partie sur le développement			
3.3.1. Électricité			
Modifications législatives			
3.3.1.1. Loi sur l'énergie (LEne, RS 730.0)			Pas de commentaire
3.3.1.2. Loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité (LApEI, RS 734.7)			Pas de commentaire
3.3.1.3. Loi fédérale sur la surveillance et la transparence des marchés de gros de l'énergie (LSTE)			Pas de commentaire

3.3.2. Sécurité des aliments

Modifications législatives

3.3.2.1. Loi fédérale sur la protection des animaux (LPA, RS 455)			Pas de commentaire
3.3.2.2. Loi fédérale sur les denrées alimentaires et les objets usuels (LDAI, RS 817.0)			Pas de commentaire
3.3.2.3. Loi fédérale sur l'agriculture (LAgr, RS 910.1)		<p>Protocole de sécurité alimentaire</p> <p>Autorisation générale des instruments OPVA en Suisse et dans l'espace européen</p>	<p>Lors de mesures sanitaires, les ordonnances d'urgence qui seraient prises en défaveur des produits AOP et IGP doivent être soumises au principe de proportionnalité.</p> <p>Ces instruments sont indispensables pour la sécurité et la prévisibilité des budgets concernant les activités promotionnelles du secteur agricole, en particulier de l'Association suisse des AOP-IGP.</p>
3.3.2.4. Loi fédérale sur les forêts (LFo, RS 921.0)			Pas de commentaire
3.3.2.5. Loi sur les épizooties (LFE, RS 916.40)			Pas de commentaire

4. Évaluation globale : comment évaluez-vous le paquet Suisse-UE (résultat des négociations et mise en œuvre au niveau national) ?

Remarque : Nous ne relevons ci-dessous que les domaines du paquet Suisse-UE qui touchent directement les AOP-IGP.

Du point de vue de l'Association suisse des AOP-IGP, ce paquet stabilise l'accès au principal marché d'exportation qu'est l'UE et réduit les risques non tarifaires liés à l'exportation des produits alimentaires suisses, dont les AOP-IGP.

La reprise dynamique du droit européen dans la législation suisse concernant le nouveau protocole de sécurité alimentaire implique des règles contraignantes en matière de règlement des différends. Les exceptions prévues dans les domaines particulièrement sensibles en Suisse que sont les organismes génétiquement modifiés (OGM), la protection des animaux et la déclaration obligatoire du pays de production ne devraient toutefois pas entraîner de changements significatifs sur le fond par rapport à la situation actuelle.

Conclusion : en l'état, le paquet Suisse-UE est clairement avantageux pour les filières AOP et IGP.